

Mobilisation réforme des retraites : le point sur la position CFTC

Certains échanges via nos réseaux sociaux traduisent une forme d'incompréhension sur le "pourquoi" de notre présence lors de la manifestation du 17 décembre et notre absence demain dans les cortèges. Nous vous en rappelons ici les principales raisons.

La journée d'action du 9 janvier a pour mot d'ordre le retrait pur et simple du projet de réforme. Or, la position de la CFTC est claire et constante : **la CFTC est favorable à la création d'un régime universel par points**, régime qu'elle réclame depuis une dizaine d'années.

Pourquoi dès lors la CFTC s'est-elle mobilisée le 17 décembre ?

Notre participation à la manifestation du 17 décembre a été décidée suite aux premières grandes annonces faites par le Premier ministre le 11 décembre. Prenant la suite du rapport Delevoye, ces annonces avaient été jugées par les instances de la CFTC très insatisfaisantes (pour rappel : <https://www.cftc.fr/actualites/reforme-des-retraites-la-cftc-appelle-a-la-mobilisation-le-17-decembre>).

Dès lors, se mobiliser le 17 décembre permettait à la CFTC de signifier au gouvernement ses désaccords concernant ces premières annonces.

Nous sommes aujourd'hui au début d'une nouvelle phase de concertations.

Or, pour rappel, et comme elle le pratique depuis 100 ans, **la CFTC privilégie les dispositifs de concertation quand le temps est au dialogue**. Elle recourt à d'autres formes, telles que la manifestation quand le dialogue est fermé ou quand ses conclusions sont défavorables aux salariés.

C'est pourquoi elle ne s'interdira pas, à l'issue de cette nouvelle phase de concertations, d'appeler à nouveau à la manifestation si elle juge ses conclusions et leur traduction dans le futur projet de loi globalement défavorables aux travailleurs.

C'est avec cette "façon de faire" que la CFTC obtient depuis 100 ans des droits nouveaux pour les travailleurs. C'est aussi parce que ses appels à manifester sont rares qu'ils revêtent une gravité particulière et ont un retentissement particulier auprès du gouvernement (quel qu'il soit) mais aussi et surtout auprès de nos concitoyens.

